

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 2789

[C — 2003/27571]

**22 MAI 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant un programme d'implantation pour les lits de court-séjour en maison de repos et portant des dispositions transitoires pour ce qui concerne les maisons de repos et les résidences-services**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 6 février 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 mai 1999, du 13 janvier 2000, du 18 juillet 2000, du 11 janvier 2001, du 22 mars 2001, du 7 mars 2002 et du 4 juillet 2002;

Vu le protocole d'accord conclu le 1<sup>er</sup> janvier 2003 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 7 avril 2003;

Vu l'avis du Conseil wallon du troisième âge, donné le 18 avril 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 14 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que le protocole d'accord conclu le 1<sup>er</sup> janvier 2003 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées prévoit, pour l'année 2003, la possibilité d'obtenir un financement de l'autorité fédérale pour l'extension des capacités d'hébergement, notamment pour les places de court-séjour en maison de repos;

Considérant que le court-séjour en maison de repos constitue une réponse adéquate aux besoins temporaires des familles ayant la charge de personnes âgées, ou des personnes âgées elles-mêmes dont l'autonomie est momentanément diminuée;

Considérant qu'il convient donc de mettre immédiatement en place les règles qui permettront l'émergence des lits réservés au court-séjour en maison de repos;

Considérant par ailleurs que les établissements qui correspondent à la définition de la résidence-services et qui étaient en activité au 6 février 1999 disposaient d'un délai pour se conformer aux normes qui a expiré le 6 février 2003;

Considérant certes que le décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, contient des dispositions dérogatoires concernant ces établissements;

Considérant toutefois que ces dispositions n'entreront en vigueur que lors de l'adoption de l'arrêté d'exécution de ce décret;

Considérant dès lors que dans un souci de sécurité juridique et sous peine de mettre en péril l'existence d'établissements dont il apparaît qu'ils sont dans l'impossibilité de se conformer aux normes dans le délai prévu, il existe une impérieuse nécessité de prolonger rapidement ledit délai;

Considérant enfin que l'article 25 du décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, prévoit que les accords de principe accordés en exécution de l'arrêté de la Communauté française du 27 juillet 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 1996 ne resteront valables que jusqu'au 31 décembre 2003;

Considérant que, par principe de bonne politique, les établissements concernés doivent bénéficier d'un délai suffisant pour s'adapter à leur nouvelle situation juridique, et qu'il convient dès lors de faire entrer en vigueur au plus tôt l'article 25 précité;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière prévue à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le court-séjour en maison de repos a une durée maximale de trois mois par année civile.

**Art. 3.** Dans le respect du protocole d'accord conclu le 1<sup>er</sup> janvier 2003 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées qui prévoit, pour l'année 2003, la possibilité d'obtenir un financement de l'autorité fédérale pour l'extension des capacités d'hébergement, notamment pour les places de court-séjour en maison de repos, il est établi un programme d'implantation pour les lits de maison de repos réservés au court-séjour.

Ce programme est fixé pour la Région linguistique de langue française à 7,8 lits par dix mille habitants âgés de soixante ans au moins.

Ce programme se réalise par arrondissement afin qu'aucun arrondissement ne puisse disposer de plus de 10 lits par dix mille habitants âgés de soixante ans au moins.

Dans ce programme, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur privé non lucratif et 50 % au maximum au secteur privé commercial.

Aucune maison de repos ne peut bénéficier de lits de court-séjour au-delà du nombre de lits équivalent à 10 % de sa capacité fixée par le titre de fonctionnement, arrondi à l'unité supérieure. Lorsque la maison de repos bénéficie d'un agrément sur plusieurs sites, le nombre de lits de court-séjour, sur un site, ne pourra pas dépasser 20 % de la capacité totale de ce site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les gestionnaires des maisons de repos relevant d'un même secteur et situées dans la même commune ou dans des communes d'un même arrondissement administratif, et dans ce dernier cas distantes les unes des autres de 10 km au maximum par voie routière, peuvent conclure une convention aux termes de laquelle un ou plusieurs d'entre eux sollicitent pour une ou plusieurs de leurs maisons de repos, un ou des accords de principe équivalents à 10 % maximum du nombre total de lits fixé par les titres de fonctionnement des maisons de repos concernées, arrondis à l'unité supérieure.

De même, le gestionnaire unique de plusieurs maisons de repos peut, dans les conditions visées à l'alinéa précédent, solliciter un ou des accords de principe équivalents à 10 % maximum du nombre total de lits fixé par les titres de fonctionnement de ses maisons de repos, arrondis à l'unité supérieure.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, les lits de court-séjour ne pourront pas dépasser, pour un même site, 20 % de la capacité totale fixée par le titre de fonctionnement de la maison de repos qui les accueille.

**Art. 4.** A l'article 39, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, l'expression « quatre ans » est remplacée par l'expression « cinq ans ».

**Art. 5.** L'article 2, point 4, 11°, l'article 4, point 1, l'article 23, point 5, et l'article 25 du décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets au 6 février 2003.

**Art. 7.** Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mai 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2789

[C — 2003/27571]

**22 MEI 2003. — Besluit van de Waalse Regering  
tot vastlegging van een programma inzake installatie van kort verblijfbedden in rustoorden  
en houdende overgangsbepalingen voor rustoorden en serviceflats**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd), inzonderheid op artikel 4, § 1, gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge", gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 mei 1999, 13 januari 2000, 18 juli 2000, 11 januari 2001, 22 maart 2001, 7 maart 2002 en 4 juli 2002;

Gelet op het akkoordprotocol inzake het gezondheidsbeleid voor bejaarden, gesloten op 1 januari 2003 tussen de federale Regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 135 en 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 april 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon du troisième âge », gegeven op 18 april 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het akkoordprotocol inzake het gezondheidsbeleid voor bejaarden, gesloten op 1 januari 2003 tussen de federale Regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 135 en 138 van de Grondwet, voor het jaar 2003 in de mogelijkheid voorziet om een financiering te verkrijgen van de federale overheid voor de uitbreiding van de opvangcapaciteiten, met name wat de plaatsen voor kort verblijf in rustoorden betreft;

Overwegende dat het kort verblijf in rustoorden op gepaste wijze inspeelt op tijdelijke behoeften van gezinnen met bejaarden ten laste of van bejaarden die tijdelijk minder autonoom zijn;

Overwegende dat dus zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden getroffen voor de installatie van bedden voor kort verblijf in rustoorden;

Overwegende anderzijds dat de inrichtingen die aan de begripsomschrijving van serviceflats beantwoorden en die op 6 februari 1999 in dienst waren, tot 6 februari 2003 tijd hebben gehad om zich naar de normen te richten;

Overwegende dat het decreet van 6 februari 2003 houdende wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » afwijkende bepalingen voor die inrichtingen bevat;

Overwegende dat die bepalingen evenwel pas bij de aanneming van het uitvoeringsbesluit van dat decreet in werking zullen treden;

Overwegende dat die termijn zo spoedig mogelijk verlengd moet worden om redenen van rechtsveiligheid en om het bestaan van de inrichtingen die blijkbaar niet binnen de gestelde termijn aan de normen kunnen voldoen, niet in gevaar te brengen;

Overwegende tenslotte dat artikel 25 van het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » bepaalt dat de principiële akkoorden verleend overeenkomstig het besluit van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 1996, slechts tot 31 december 2003 van toepassing zijn;

Overwegende dat de betrokken inrichtingen in het kader van een goed beleid over voldoende tijd moeten beschikken om zich aan hun nieuwe rechtstoestand aan te passen en dat bovenvermeld artikel 25 dan ook zo spoedig mogelijk in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Het kort verblijf in een rustoord duurt maximum drie maanden per kalenderjaar.

**Art. 3.** Overeenkomstig het akkoordprotocol inzake het gezondheidsbeleid voor bejaarden, gesloten op 1 januari 2003 tussen de federale Regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 135 en 138 van de Grondwet, dat voor het jaar 2003 in de mogelijkheid voorziet om een financiering te verkrijgen van de federale overheid voor de uitbreiding van de wooncapaciteiten, met name wat betreft de plaatsen voor kort verblijf in een rustoord, wordt een programma inzake de installatie van bedden voor kort verblijf in rustoorden opgesteld.

Dat programma voorziet voor het Franse taalgebied in 7,8 bedden per tienduizend inwoners van minstens zestig jaar.

Het programma wordt per arrondissement uitgevoerd opdat geen enkel arrondissement over meer dan 10 bedden per tienduizend inwoners van minstens zestig jaar zou beschikken.

Minimum 29 % van de bedden zijn bestemd voor de openbare sector, minimum 21 % voor de non-profit sector en maximum 50 % voor de commerciële privé-sector.

Geen enkel rustoord komt in aanmerking voor kort verblijfbedden boven het aantal bedden gelijk aan 10 % van de capaciteit die in de werkingsvergunning vastligt, naar boven afgerond.

Als het rustoord op verschillende sites een erkenning geniet, mag het aantal kort verblijfbedden op één site niet hoger zijn dan 20 % van de totale capaciteit van die site.

In afwijking van het vorige lid mogen de beheerders van rustoorden die onder dezelfde sector ressorteren en in dezelfde gemeente of in gemeenten van hetzelfde administratief arrondissement gevestigd zijn, in het laatste geval maximum 10 km van elkaar verwijderd, een overeenkomst sluiten op grond waarvan één of meer onder hen voor één of meer rustoorden om één of meer principiële akkoorden vragen voor maximum 10 % van het naar boven afgeronde totaal aantal bedden dat vastligt in de werkingsvergunningen van de betrokken rustoorden.

De enige beheerder van verschillende rustoorden kan ook onder de in het vorige lid bedoelde voorwaarden vragen om één of meer principiële akkoorden voor maximum 10 % van het naar boven afgeronde totaal aantal bedden dat vastligt in de werkingsvergunningen van zijn rustoorden.

In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden mag het aantal kort verblijfbedden van dezelfde site niet hoger zijn dan 20 % van de totale capaciteit die vastligt in de werkingsvergunning van het rustoord waar ze geïnstalleerd worden.

**Art. 4.** In artikel 39, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » wordt de termijn « vier jaar » vervangen door « vijf jaar ».

**Art. 5.** Artikel 2, punt 4, 11°, artikel 4, punt 1, artikel 23, punt 5, en artikel 25 van het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van artikel 4, dat uitwerking heeft op 6 februari 2003.

**Art. 7.** De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 mei 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE